



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement Occitanie**

Direction départementale des territoires

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société AIRBUS
OPERATIONS SAS pour son établissement Clément Ader sur la commune de COLOMIERS**

N°15

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110, et notamment son article 28 relatif à la mesure en continu de certains polluants, son article 26 relatif à la fréquence de surveillance minimale par organisme agréé des rejets atmosphériques des installations de combustion ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 portant autorisation à la société AIRBUS OPERATIONS SAS située à COLOMIERS sur le site de « Clément Ader » d'exploiter une installation de construction aéronautique ;

Vu le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine en vigueur, approuvé par arrêté préfectoral du 24 mars 2016 ;

Vu la liste des appareils de combustion exploités sur le site AIRBUS de Clément Ader, comportant notamment cinq chaudières fonctionnant au gaz naturel ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 25 novembre 2025 ;

Considérant que les cinq chaudières fonctionnant au gaz naturel (trois chaudières haute pression, deux chaudières basse pression) font partie d'une installation de combustion de puissance thermique nominale supérieure à 20 MW ;

Considérant que, conformément à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, une mesure en continu des polluants des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) est exigée pour les deux chaudières basse pression, puisque ces dernières ont été mises en service en 2012 ;

Considérant que, conformément à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, une mesure par organisme agréé des rejets atmosphériques de l'installation de combustion est imposée a minima annuellement ;

Considérant que l'arrêté du 3 août 2018 susvisé est entré en vigueur le 20 décembre 2018 et qu'il s'applique à compter de son entrée en vigueur aux installations existantes ;

Considérant qu'au 12 novembre 2025, les polluants NOx et CO ne sont toujours pas mesurés en continu pour chacune des cinq chaudières fonctionnant au gaz naturel ;

Considérant qu'en 2023, l'exploitant n'a pas fait réaliser de mesure des rejets atmosphériques de son installation de combustion par un organisme agréé ;

Considérant par ailleurs que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, au vu :

- du caractère polluant des NOx et du CO ;
- de la dangerosité des NOx et du CO pour la santé humaine et l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AIRBUS OPÉRATIONS SAS de respecter les dispositions de l'article 26 et de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le rapport de la visite du 12 novembre 2025 a été transmis le 26 novembre 2025 à l'exploitant pour qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant les éléments en réponse transmis par retour de courriel du 5 décembre 2025, par la société AIRBUS OPÉRATIONS SAS ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité interdépartementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société AIRBUS OPERATIONS SAS est mise en demeure, pour son site de Clément ADER situé sur la commune de COLOMIERS, de respecter, les dispositions de l'article 26 et de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 :

- sous 10 mois à compter de la notification du présent arrêté : en réalisant la mesure en continu des polluants NOx et CO de ses deux chaudières basse pression fonctionnant au gaz naturel ;
- sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté : en respectant la fréquence annuelle de contrôle par organisme agréé des rejets atmosphériques de son installation de combustion.

Art. 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par l'article L. 521-18 du code de l'environnement. Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Conformément aux articles L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans un délai, prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Art. 5 : Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AIRBUS OPERATIONS SAS.

Fait à Toulouse, le 20 FEV. 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,


Baptiste MANDARD

